

Sortir du productivisme et du capitalisme...

Arrêt immédiat, sans condition et définitif du nucléaire !

Les manifestations du 15 octobre sont un enjeu important

L'incapacité à réagir à la catastrophe de Fukushima est lourde de sens quant au poids du lobby nucléaire en France, et à la dégénérescence du mouvement antinucléaire hexagonal de ces dernières années. L'initiative impulsée par la coordination antinucléaire de l'Ouest – et reprise par d'autres coordinations régionales et collectifs locaux – de faire du 15 octobre 2011 une journée nationale pour dire Stop au nucléaire revêt donc une importance particulière pour l'avenir de cette lutte.

L'enjeu des manifestations antinucléaires qui vont se dérouler dans plusieurs villes de France le 15 octobre est double.

Leur réussite d'abord, la mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de personnes est primordiale. L'échec ne serait que secondairement une claque pour les écologistes de gouvernement (et d'ailleurs ces derniers ne souhaitent qu'une réussite modérée) mais beaucoup plus importante pour qui pense que c'est dans la rue que se gagnera la bataille du nucléaire, et non au parlement, dans les urnes et des négociations d'appareils sur la répartition des places.

Ensuite la tonalité des manifestations. Quel message délivreront-elles ? Bien sûr, personne n'osera venir avec des banderoles « arrêt progressif, dans 20 ou trente ans » et prendre le risque d'être brocardé et de subir même quelques horions bien mérités. Les écologistes verts et/ou roses dont c'est le programme auraient préféré sans doute un de ces défilés-entremises traditionnels, colorés de drapeaux verts et de la récupération du soleil antinucléaire, pour nous parler d'énergies renouvelables et suggérer l'échéance de la prochaine présidentielle comme premier pas vers le commencement du coup d'arrêt à porter bientôt..., si..., et à condition que...

Mais un autre message autrement plus porteur d'espoir pourrait émerger de ces manifestations, celui de l'exigence d'un *arrêt immédiat*. C'est en tous les cas celui que nous essaierons de porter avec tous les antinucléaires conséquents. C'est que, dans le paysage écolo et antinucléaire, cet arrêt immédiat signifie aujourd'hui bien autre chose qu'une simple querelle de date. Il est devenu le symbole d'un clivage plus général entre une écologie sociale qui s'insère dans une démarche et une perspective anticapitaliste et anti-productiviste et

les tenants d'un néo-capitalisme vert pour lequel les questions énergétiques leur servent de levier pour tenter de relancer une fois encore une économie de marché en crise. Il est pourtant très clair, qu'arrêter le nucléaire sera aussi difficile avec la gauche au pouvoir qu'avec la droite.

Les Verts et le nucléaire

Se vendre pour un plat de lentilles leur sert de programme. En 1997, Ils arrivent aux affaires dans le gouvernement Jospin : ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire pour Dominique Voynet – juin 97 à juillet 2001 –, puis pour Yves Cochet (juillet 2001 à mai 2002). Bilan ? La part du nucléaire continue de monter jusqu'à 78 % de l'électricité produite, Voynet signe une dizaine de décrets favorables au nucléaire comme l'introduction du MOX à Chinon et l'érection de deux tranches à Civaux, l'autorisation du chantier pour l'enfouissement de déchets radioactifs à Bure, etc.

En 2002 ils présentent à l'élection présidentielle une de leurs icônes, Noël Mamère, celui qui, quelques années plus tôt en 1997, chantait les louanges de Superphénix «*de prototype les plus évolués de cette filière à neutrons rapides*» et qui considérait que «*ces centrales sont très économes en combustible et présentent une parade à toute crise et pénurie d'énergie*» et pour finir soulignait «*le paradoxe de cette industrie nucléaire dont la France s'est dotée d'abord par la volonté d'indépendance nationale et qui finalement aura été pour elle l'occasion d'une nouvelle ouverture sur le monde*» (1) (en vendant des centrales sur tous les continents, en traitant les déchets de la planète, en pillant l'Uranium un peu partout, en exportant du courant et maintenant en vendant de la sécurité !). L'année suivante, en 1998, il adhère aux Verts sans que nul n'y trouve à redire. Non que les militants de base approuvent les paroles de l'ancien Noël, mais que, entre le bénéfice supposé de l'adhésion d'un député connu (Gironde) et quelques entorses à la ligne, il n'y a pas photo. Médiasation et notabilisme sont durablement installés dès cette période.

On peut, à la rigueur, considérer qu'à cette époque pas mal de Verts de base ont dû avaler des couleuvres pour le prix du «réalisme» et de la participation au pouvoir. Mais ce n'est plus le cas à présent. La composition sociale et l'histoire des militants a changé. S'ils étaient majoritairement issus des mouvements antinucléaires

des années 1970 — et des mouvements de la révolte anticapitaliste et antiautoritaire de cette période —, ce sont maintenant surtout des apparatchiks, des professionnels de la politique, qui ont grimpé dans le parti en prenant des places dans les instances régionales et municipales et bien sûr à la direction nationale.

Plus dans de luttes de terrain, ils sont en outre idéologiquement (et souvent matériellement) liés à un néo-entrepreneuriat consacré aux énergies alternatives et aux préoccupations de quelques classes moyennes, «éduquées» comme on dit, qui ne veulent pas de nucléaire dans leurs assiettes confortablement posées sur des tables en bois «équitable» dans une maison politiquement correcte et qui sont prêt à assumer une part de nucléaire pour conserver ce confort. Ce sont les promoteurs d'un capitalisme vert, créateur d'emplois verts, les zéloteurs d'une croissance verte et de rapports d'exploitation... verts.

Actuellement, en terme de stratégie politique ils sont porteurs d'un unique message : voter massivement pour eux pour être mieux à même de faire pression sur leur partenaire socialiste dans la perspective du second tour de la présidentielle de 2012 et élargir leur place institutionnelle.

Or il n'est qu'à voir ce qui se passe en Allemagne pour comprendre ce c'est l'inverse qui se passe, à savoir que ce sont les socialistes qui exercent les pressions sur les écologistes. Ainsi la direction du parti est parvenue à imposer aux députés de Die Grünen d'accorder leur soutien au gouvernement conservateur-libéral de Merkel lors du vote du Bundestag sur l'abandon du nucléaire à l'horizon 2022, à contre-courant de l'opinion dominante au sein du parti écologiste favorable à un arrêt des centrales dès 2017, et ce au prix du maintien des Verts dans les coalitions diverses et variées avec la droite. Et c'est bien ce que nous avons déjà vu en 2004 quand au Conseil régional de Basse-Normandie les élus Verts ne s'étaient pas opposés à une motion favorable à l'implantation de l'EPR à Flamanville sous prétexte de ne pas «*ne pas mettre en difficulté un exécutif de gauche récemment élu*».

En définitive c'est Denis Baupin (2) qui résume le mieux ce que sera l'accord avec le PS : «*il y aura des négociations, nous pouvons discuter sur le calendrier, ce qui est important, c'est qu'au moment de cet accord le signal soit «On va faire la fin du nucléaire*». Ce qui

est une évidence : le nucléaire n'est pas éternel et, par définition, on va vers sa fin. Quand et comment, ça c'est une autre question, seul compte l'effet d'annonce, tant les promesses n'engagent que ceux et celles qui y croient....

Pour le parti écologiste la quadrature du cercle c'est d'exister en dehors du PS et de ne pas se ranger derrière une candidature unique en 2012 que beaucoup souhaitent. Et le prix à payer c'est à la fois l'appui franc aux politiques d'austérité et l'acceptation d'un arrêt progressif dans 30 ans. Moyennant quoi nous aurons peut-être, comme en 1981 avec Plogoff et le Larzac, ou comme en 1997 avec Superphénix, une ou deux mesures symboliques concernant l'abandon de projets déjà condamnés ou une très vieille centrale. Car concernant les socialistes il est clair qu'il n'y a aucune couleuvres à avaler (il n'y a plus guère que la romancière Aurélie Filipetti, député PS de Moselle et transfuge des Verts, qui fait semblant de mal digérer), c'est depuis toujours un parti totalement pro-nucléaire.

Les socialistes

En 1981 lorsque les socialistes accèdent au pouvoir, l'électricité d'origine nucléaire ne représente que 38 % de la production totale. Au terme de la première législature PS-PCF cette part atteint 60 %. Les Verts seront du voyage dans le gouvernement Jospin pour aller encore plus loin et parvenir à 78 %. Ces derniers mois les déclarations des socialistes concernant le nucléaire nous en disent long sur ce que sont les politiciens... qui ne seront élus, de toutes les manières qu'avec une infime minorité de voix par rapport au nombre d'habitants du pays.

Martine Aubry : «*Il faut aller vers une sortie et cela peut prendre 20 ou 30 ans*». François Hollande : «*Un candidat socialiste ne peut prétendre sortir du nucléaire*». Il estime qu'abandonner une industrie «*où on est sans doute les meilleurs*» (sic !) ne serait «*ni économiquement sérieux, ni écologiquement protecteur, ni socialement rassurant*».

Ségolène Royal : «*Nous devons ramener le nucléaire à une énergie d'appoint*». Après l'accident survenu à Fukushima elle avait reproché aux écologistes de ne pas respecter un «*délai de décence*» (c'est-à-dire, selon elle, de ne pas se cantonner à la solidarité avec les victimes, mais dans le même temps d'avoir osé mettre en cause le nucléaire). Jack Lang, lui, trouve que dans l'ensemble le nucléaire «*est une énergie pacifique et non polluante*». Jean-Michel Baylet : «*Une sortie radicale du nucléaire [...] n'est pas réaliste. Nous demandons un rééquilibrage vers les autres énergies*».

Arnaud Montebourg : «*Je souhaite le dépassement du*

nucléaire.» Manuel Valls : «*Je défendrai [...] une sortie progressive et maîtrisée du nucléaire [...]*» (maîtrisée pour lui ça ne veut pas dire « techniquement », ça veut dire sans danger pour le taux de profit et la croissance !)

Mais c'est là une vieille histoire : Edith Cresson, en charge à Bruxelles du programme JOULE sucra 655 millions de francs alloués aux énergies renouvelables. On apprend également dans le livre *Les vies cachées de DSK* que l'ex-futur président avait autant d'attache avec le lobby nucléaire qu'avec le lobby sioniste. Il touche 1,5 millions de francs d'EDF pour avoir favorisé la coopération franco-allemande sur l'EPR entre 94 et 96. «*De la Cogéma, le natif de Neuilly-sur-Seine palpa quelque 600 000 francs pour des interventions auprès de députés sociaux-démocrates qu'il s'agissait de convaincre quant à l'opération susvisée. Il « pigea » aussi pour l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Au total, il percuta jusqu'en 1997 en moyenne 200 000 francs par mois pour quelques rapports, courriers, entretiens de visu et coups de fil... Alors que son... addiction à... l'atome lui avait rapporté gros*». Bref, les imbéciles qui vont voter à la primaire du PS pourraient tirer quelques conclusions de ces déclarations. Non pas sur l'attachement du parti au nucléaire, là-dessus religion est faite, mais sur la façon dont les politiciens à quelques mois des élections peuvent nuancer et diversifier leurs déclarations en vue de la prochaine bataille pour accéder au pouvoir.

Cerise sur le gâteau, le revirement de Mélanchon se découvrant soudain, surtout après Fukushima, une âme d'antinucléaire sans que cela ne le gêne en rien, évidemment, dans son alliance avec le PC qui, lui, ne parvient pas à être aussi girouette (et pourtant il en fait des efforts !).

Que reste-t-il du mouvement antinucléaire ?

Toutes ces pantalonades politiciennes se retrouvent dans le rapport entre le Réseau pour un avenir sans nucléaire et les manifestations du 15 octobre. Si les positions officielles du Réseau ne se différencient guère de celles des Verts dont nous avons parlées (rappelons que les Verts y sont plus que largement représentés) il s'y ajoute d'autres embrouilles qu'il nous faut évoquer. En vue du sommet de Copenhague pour le climat en décembre 2009, Greenpeace (membre du réseau jusqu'en 2007) le WWF, Réseau action climat (membre du Réseau) lancent en mai 2009 un appel (Ultimatum climatique) à Sarkozy qui introduit un sacré bémol dans la revendication d'arrêt du nucléaire. D'un seul coup, ce sont le réchauffement climatique et l'effet de serre qui passent au premier plan et finalement le nucléaire, de

ce point de vue, est jugé plutôt positif. Si bien que l'on change son fusil d'épaule : pas de nouvelles centrales certes, mais prolongation de 10 à 20 ans de celles existantes. Ainsi le directeur général de Greenpeace pour la France, Pascal Husting déclare : «*On éviterait ainsi de se lancer à corps perdu dans un renouvellement du parc qui compromettrait la mise en oeuvre de toute vraie solution face aux changements climatiques [...]* En France, les bénéfices opérationnels issus de cette prolongation devraient être investis exclusivement dans le changement de notre modèle de production et de consommation de l'énergie.» L'appel est vite rejoint par la fondation Hulot, France Nature Environnement, les Amis de la Terre, etc.

Sous l'influence de son porte parole Stéphane Lhomme, le Réseau sortit du nucléaire, sollicité en juin 2009 pour rejoindre en tant que tel l'Ultimatum climatique, refuse de signer un texte sur le climat qui n'exclurait pas explicitement le recours au nucléaire. Mais en septembre, le «directeur» (sic) de ce réseau, Philippe Brousse, force la décision du conseil d'administration du Réseau qui signe l'appel. La crise est ouverte, les opposants, dont le porte parole, sont virés et à ce jour, le Réseau sortit du nucléaire reste signataire de l'appel « Ultimatum Climatique », même si son assemblée générale de juin 2010 a décidée son retrait de cet appel...

Quelques mois auparavant, Anne Lauvergeon (à l'époque présidente d'AREVA) déclarait : «*Dans les années soixante-dix, le mouvement écolo s'est développé à partir de sa lutte antinucléaire, mais je pense qu'une scission interviendra sous peu entre les écologues «canal historique», qui resteront antinucléaires jusqu'à la fin des temps, et les écologues modernes qui vont finir par reconnaître que le nucléaire fait partie des solutions*». Elle n'a pas eu à attendre longtemps pour que les faits lui donnent raison ! On comprend mieux avec ces exemples, le sens que prend l'opposition entre arrêt immédiat et toutes les autres propositions de sortie ou de non sortie.

Nous remarquons que les propositions de sortie « à terme », « différée », « progressive », oscillent allègrement entre des délais de dix ans, de vingt ans, de trente ans, pour faire le chemin inverse au fur et à mesure que les concurrents marquent des points. C'est que leurs propositions ne s'assortissent jamais de plan sérieux s'insérant dans leurs délais : il ne s'agit rien d'autre que de slogans politiques variant au fil du temps et se donnant des allures scientifiques et sérieuses. On a une suggestion sans risque à leur faire : le mieux serait de dire carrément... 50 ans (pas moins !), comme ça ils auront plus de chance d'avoir eu raison, car il y a fort à parier

que, d'ici-là, le capitalisme aura suffisamment muté au point d'avoir tiré un trait sur la production électrique nucléaire, s'il considère que ça ne dégage pas assez de plus-value face aux coûts «pharaoniques» que cela génère. Ainsi, le groupe allemand Siemens, anticipant sur les déboires de l'EPR avait déjà quitté Areva en 2009, et aujourd'hui, annonce que le chapitre de la construction ou du financement de centrale nucléaire est clos et qu'il abandonne également ses projets avec le groupe russe Rosatom. Siemens s'intéresse maintenant... à l'éolien et au solaire ! Mais il est vrai que la place du nucléaire dans le domino capitaliste français est sans commune mesure avec celle de son homologue allemand ! Et que dans toutes ces affaires de délais une seule chose compte : retrouver la croissance, maintenir les profits et la viabilité d'une filière, sauver les investissements et le capitalisme, pas la planète et les humains.

Pour un arrêt immédiat, définitif et sans condition du nucléaire

Pour nous il donc est déterminant, comme nous le disions au début, que les manifestations du 15 octobre soient un succès et que le message qui en sorte ne soit pas celui des écologistes de gouvernement.

Mais cela n'est pas suffisant. Il faudra aussi que cette présence de l'exigence de l'arrêt immédiat soit conséquente et qu'elle marque le point de départ vers une véritable re-fondation d'un mouvement antinucléaire sur des bases claires et cohérentes. Il ne manque pas de groupes comme « Stop nucléaire » (coordination qui vient de se relancer avec Stop-Nogent), coordination contre la société nucléaire, CRAN, groupes locaux venant de quitter le réseau ou sur le point de le faire qui, pour peu qu'ils désirent se doter d'une perspective politique allant au-delà d'un simple témoignage, pourraient participer à la construction d'une phase nouvelle du mouvement antinucléaire. A cet effet il est prévu qu'à l'issue de la manifestation de Rennes se tienne un forum de discussion sur l'avenir d'un mouvement nucléaire à reconstruire, sur quelles bases et avec qui. Espérons que les circonstances feront qu'il puisse se tenir et qu'il y en ait aussi dans les autres villes qui manifesteront ce jour-là.

Il ne nous paraît pas possible que ce nouveau mouvement se cantonne au strict nucléaire. Car s'il s'agit d'exiger la fermeture de TOUTES les centrales en fonctionnement, en construction et en projet, ces combats ne sont pas sans liens avec les luttes en cours contre les dévastations sociales et écologiques de cette société énergivore et électrifiée de toute part : aéroport près de Nantes, nouvelles lignes TGV, forages de gaz de schiste, électronique généralisée, etc.

Contester le nucléaire demande à coup sûr de combattre cette société capitaliste-productiviste dans son ensemble et dont les « besoins » toujours croissants en énergie en sont l'expression. Même si nos ennemis du lobby pronucléaire sont extrêmement puissants en France, nous pensons qu'il est possible de reprendre l'initiative, d'être offensifs sur cette question et de gagner. Le chantage au retour à la bougie est usé jusqu'à la corde. Le capitalisme s'adaptera comme il s'est toujours adapté aux contraintes rencontrées lors de son histoire et de son développement. Donc il développera les alternatives nécessaires à sa perpétuation : les kilomètres d'éoliennes prévues dans la mer, les milliers de kilomètres carrés de photovoltaïque dans le Sahara, des gigantesques barrages en Amazonie, en Chine, en Turquie, et d'autres projets industriels de ce type en sont l'illustration, projets qui d'ailleurs rencontrent déjà (et rencontreront de plus en plus) de multiples oppositions aux quatre coins du globe. Quant à nous, on ne peut pas attendre que le capitalisme s'effondre, miné par ses crises et contradictions internes ou détruit par un gigantesque mouvement mondial prolétarien... C'est dès maintenant et sans attendre que nous voulons arrêter le nucléaire, parce que c'est ici et maintenant que nous vivons !

Il existe plein de propositions pour réduire la « demande » en commençant ici et maintenant à faire le ménage dans le système productif, en dressant l'inventaire de ce qui est à la fois gourmand en énergie et produisant des choses (biens et services) de peu de valeur d'usage ou carrément nuisibles et destructrices. Nos adversaires nous répondent que c'est impossible, mais c'est faux : il n'est qu'à regarder du côté du Japon, capable du jour au lendemain d'arrêter 80% de sa production électro-nucléaire, soit 43 réacteurs sur les 54 existant en septembre 2011, sans échéance de redémarrage... Combien de Fukushima faudra-t-il pour que les nucléocrates et leurs valets soient poussés à faire de même ? Faisons en sorte que nos oppositions soient plus contraignantes qu'une « excursion nucléaire » et que ce soit nous qui décidions de la nature du ménage à faire !

Octobre 2011

(1) In *Le trèfle rouge, Panorama de l'industrie nucléaire en France*, film commandité par EDF, Cogema, Andra, etc.

(2) D. Baupin, membre de la direction d'Europe écologie Les Verts, adjoint au maire de Paris en charge du développement durable, de l'environnement et du plan climat, est favorable à une sortie programmée en 20 ans !